

LES NÉGOCIATEURS sont invités à RÉFLÉCHIR AVANT D'AGIR !

La société civile alarmée face aux solutions technologiques miracles au changement climatique proposées à Copenhague

Copenhague, le 10 décembre 2009 – Plus de 160 groupes de la société civile, englobant des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales (ONG), ont rendu publique aujourd'hui une déclaration conjointe portant sur la technologie, intitulée « Réfléchissons avant d'agir ! ». La déclaration vise à alerter les gouvernements devant l'absence, dans le projet d'entente sur les technologies de Copenhague, de toute mention d'un mécanisme d'évaluation environnementale et sociale fondé sur le principe de précaution. On y affirme également que l'approche actuelle présente de graves menaces à la santé humaine, aux droits de la personne, au mode de vie rural, à la diversité des écosystèmes et à la stabilité climatique.

Les textes de négociation de Copenhague font à plusieurs reprises référence à la nécessité de développer et de déployer rapidement des technologies soi-disant « respectueuses de l'environnement ». Toutefois, le texte d'entente ne fait aucune mention de l'importance d'évaluer au préalable les nouvelles technologies controversées qui se prétendent sans effet sur le climat, mais qui sont en réalité nuisibles. Les groupes de la société civile sont de plus en plus inquiets, car bon nombre des technologies qui seront déployées rapidement par l'entremise de ce nouveau système présentent des risques et n'ont pas été testées, et sont susceptibles de donner lieu à une nouvelle vague de problèmes environnementaux et sociaux qui viendront aggraver la crise climatique. La déclaration, rendue publique aujourd'hui, mentionne des technologies telles que la géoingénierie, le génie génétique, les agrocarburants (biocarburants) et le biochar à titre d'exemples de technologies risquées ou dangereuses qui pourraient bénéficier d'une promotion induite à la suite d'ententes prises à Copenhague.

« En plus d'être les victimes de la crise climatique, nous ne voulons pas devenir les cobayes de nouvelles technologies non éprouvées ou de technologies dangereuses plus anciennes comme l'énergie nucléaire, sous prétexte qu'il faudrait une intervention technologique plus musclée afin de régler le problème climatique », a dit Ricardo Navarro des Amis de la Terre International. « Il est totalement irresponsable que les négociateurs discutent du développement et du transfert de technologies sans prévoir aucun mécanisme visant à distinguer celles qui pourront être utiles de celles qui engendreront plus de problèmes pour les populations et l'environnement. Il nous faut inclure et appliquer immédiatement le principe de précaution », a ajouté M. Navarro.

Parmi les solutions technologiques miracles proposées pour contrer le changement climatique qui pourraient être mises de l'avant dans le cadre du présent texte figurent des manipulations climatiques à grande échelle connues sous le nom de géoingénierie. Les partisans de la géoingénierie comptent dans leurs rangs des sceptiques du climat proches à l'industrie comme Bjorn Lomborg, qui affirment que la mise en œuvre de solutions techniques à grande échelle permettrait d'éliminer la nécessité d'entreprendre des actions visant la réduction des émissions. « Lutter contre les changements climatiques en ayant recours à la géoingénierie équivaut à combattre

un incendie avec de l'essence », explique Silvia Ribeiro, du bureau mexicain de l'ETC Group. « Les propositions telles que le déversement de tonnes de fer dans nos océans ou l'injection de sulfates dans la stratosphère afin de refléter les rayons solaires sont extrêmement dangereuses. Elles risquent d'aggraver certains problèmes existants, comme la diminution de la couche d'ozone et les sécheresses en Afrique subsaharienne, sans compter que leurs impacts se feront sentir dans des pays et sur des populations qui n'auront même pas la chance d'exprimer leur opinion à propos de ces idées. La géoingénierie, c'est de la géopiraterie, et ce type de jeu dangereux avec Gaia ne doit sous aucune considération faire partie des négociations sur le climat. »

Paul Nicholson de La Via Campesina, mouvement paysan international représentant les petits agriculteurs de 69 pays, a rappelé aux délégués que les nouvelles technologies introduites au cours des dernières décennies, comme les cultures génétiquement modifiées et les monocultures arboricoles, ont eu d'importants impacts négatifs sur les agriculteurs et l'environnement. « Nous, petits agriculteurs et paysans du monde, possédons déjà une diversité de technologies qui ont fait leurs preuves et qui contribuent à refroidir la planète et à nourrir la majorité des populations du globe. Ces méthodes doivent être soutenues et non pas menacées par l'introduction de nouvelles technologies dangereuses risquant de compromettre la diversité des récoltes et des cultures qui représentent une solution réelle tant à la crise climatique qu'à la crise alimentaire. »

« Quelle que soit l'entente en matière de technologie qui résultera de cette rencontre, elle ne doit pas simplement constituer un mécanisme permettant de soutenir des exercices d'écoblanchiment financés par du capital de risque », a dit Chee Yoke Ling du Third World Network. « Dans le contexte de l'échange de droits d'émission de carbone, les "technologies respectueuses de l'environnement" ne font souvent que jeter de la poudre aux yeux. Nous avons besoin d'une entente qui facilitera l'accès à des technologies réellement respectueuses de l'environnement et à des énergies propres, et qui n'entraînera pas la concrétisation de mauvaises idées à l'échelle internationale. Les gouvernements reconnaissent déjà la nécessité de l'évaluation préalable des solutions dans le Protocole international de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Il nous faut des règles encore plus strictes dans une entente sur les technologies liées au climat », a-t-elle ajouté.

« Dans un contexte où le lobby de la géoingénierie manœuvre pour obtenir du financement et accroître son influence et son pouvoir, une entente ouverte facilitant l'expansion rapide de solutions technologiques est suicidaire », a rappelé Silvia Ribeiro de l'ETC Group. « Les partisans de la géoingénierie répondront qu'il est trop tard pour appliquer des mesures d'atténuation, et que l'humanité s'oriente inévitablement vers la manipulation du climat par le recours à des technologies extrêmes. Les géopirates attendent dans les coulisses et font de plus en plus entendre leur voix, et espèrent que cette conférence se soldera par un échec pour pouvoir s'imposer et proposer leur solution miracle de pacotille », a conclu Ribeiro.

La déclaration « Réfléchissons avant d'agir ! » exige l'adoption d'une approche claire et cohérente à l'échelle internationale pour toutes les nouvelles solutions technologiques proposées au changement climatique : les États présents à la conférence COP 15 doivent faire en sorte que des mécanismes de précaution rigoureux en matière d'évaluation des technologies soient institués et rendus juridiquement contraignants, pour que les risques et les impacts probables, ainsi que le bien-fondé de ces nouvelles technologies, soient évalués de manière adéquate et démocratique préalablement à leur déploiement. Tout nouvel organe voué à l'évaluation et au transfert des

technologies doit prévoir une représentation équitable des communautés les plus affectées par le changement climatique, en plus d'assurer en son sein un équilibre entre les hommes et les femmes et les représentants des différentes régions, ainsi que la participation des paysans et des Autochtones pour que leurs points de vue soient pris en compte.

La déclaration « Réfléchissons avant d'agir ! » et la liste des organisations qui l'ont signée jusqu'à maintenant peuvent être téléchargées en français, en anglais, en espagnol, en italien et en chinois à <http://www.etcgroup.org>

Pour obtenir plus d'information :

Ricardo Navarro (FOEI), + 45 6172 3116, cesta@cesta-foe.org

Paul Nicholson (La Via Campesina), + 45 5059 8325, idelforge@viacampesina.org

Silvia Ribeiro, ETC group, + 45 5269 1147, silvia@etcgroup.org

Diana Bronson, ETC group, + 1 514 6299236, diana@etcgroup.org

Chee Yoke Ling, Third World Network, + 45 5269 4755,
yokeling@thirdworldnetwork.net